

Le génie civil tire l'indice vers le bas

L'indice de la construction accuse un recul de 3 points au premier trimestre à 142 points.

Par rapport au dernier partiel de 2017, les prévisions de chiffres d'affaires sont inférieures de 1,8%, selon la Société suisse des entrepreneurs (SSE), qui compile cet indicateur avec le concours de Credit Suisse.

Le léger recul enregistré au premier trimestre est principalement imputable au génie civil, dont les estimations affichent une contraction de 2,9%. Une quasi-stabilité prévaut pour l'indice du bâtiment (-0,8%).

Le marché locatif cale

Autrefois moteur de dynamisme, la construction de logements (-0,4%) semble avoir épuisé son potentiel, selon la SSE. La faïtière explique cette situation par la remontée des taux d'intérêts à moyen et long termes, ce qui a don de refroidir les investisseurs sur le marché locatif. Ce type d'offre est excédentaire au niveau régional.

Carnet de commandes bien garni

L'association demeure confiante en l'avenir. Les carnets de commandes demeurent bien garnis et le chiffre d'affaires devraient progresser dans tous les segments.

Dans ses commentaires, la SSE constate néanmoins un écart entre l'activité de construction et la demande sur le marchés de la location, de l'immobilier industriel et commercial. Une correction devrait intervenir prochainement sur ces segments, conclut la faïtière. — (awp)

Progression de l'indice des offres d'emploi

Selon l'indice Job Pilot de Michael Page, les offres publiées ont augmenté de 2,9% sur un mois et de près de 24% sur un an.

En février, la variation sur un an est supérieure à la croissance moyenne des trois dernières années (19%).

Par branche, l'informatique reste en tête avec une augmentation des offres d'emploi de 5,4% sur un mois et de 64% sur un an. La demande se répartit aussi sur une série d'autres branches comme les services financiers, la pharma et l'administration commerciale. Les offres d'emploi pour analystes ont progressé de 13% sur un mois et 25% sur un an. Pour ce qui est des managers/administrateurs d'entreprises, la hausse est de 10% et 18%.

Par région, la plus forte progression est recensée sur le plateau (BE, FR, JU, NE, SO) avec une hausse mensuelle de 6,5% et annuelle de 51%. La région du lac Léman affiche une hausse progressive mensuelle de 6,9% et annuelle de 21%. — (awp)

La FAE: un acteur incontournable du financement d'entreprise

La Fondation d'aide aux entreprises (FAE) a permis d'injecter environ 18,6 millions de francs dans l'économie genevoise en 2017.

ELSA FLORET

En 2017, 67 entreprises genevoises (et 734 emplois soutenus), ont pu bénéficier de l'aide de financement de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) et de ses 18,6 millions de francs. Depuis sa création, il y a 11 ans, près de 600 entreprises ont été soutenues et plus de 8000 emplois. L'analyse du portefeuille révèle que plus de 170 entreprises étaient au bénéfice d'un soutien de la FAE à fin 2017 pour un montant global de 56,7 millions de francs. Ces sociétés sont actives dans les secteurs de l'industrie, de la medtech, de la construction ainsi que de l'information et communication.

Fondation de droit public créée par le canton de Genève, la FAE s'adresse à toutes les PME - qui représentent plus de 70% des emplois du secteur privé à Genève - quel que soit leur stade de développement (création, développement, restructuration, transmission) ou leur secteur d'activité. L'objectif de la FAE est double: favoriser le maintien et la création d'emplois à Genève, mais aussi préserver le savoir-faire et la diversité du tissu économique local.

Le volume des financements assumés directement par les banques (sans garantie de la FAE) en complément des soutiens octroyés par la Fondation s'approche des 4 millions de francs en 2017.

La FAE intervient tout au long du cycle de vie de l'entreprise à travers cinq prestations: caution-



PATRICK SCHEFER. «Nous tenons à rester des généralistes.»

nement de crédits; prise de participation minoritaire; avance de liquidités; mandat d'audit, d'accompagnement et/ou d'expertise.

Patrick Schefer dirige la FAE - une dizaine de collaborateurs - depuis octobre 2014. Entretien.

Quel est le taux de succès, c'est-à-dire la part de financements honorés par les entreprises, que vous soutenez?

Ce taux atteint 95%, ce qui est un excellent résultat, sachant que la FAE intervient de manière subsidiaire, c'est-à-dire en dernier recours pour une entreprise, qui s'est vu refuser tout financement bancaire. Le risque de la FAE est donc particulièrement élevé. En tant que Fondation de droit public, nous recevons près de 5,3 millions de francs de subventions. Ce montant doit nous per-

mettre de couvrir à la fois nos risques et nos frais de fonctionnement. De ce fait, nous calculons donc le meilleur arbitrage entre le dossier risqué, mais raisonnable & raisonné. Nous avons toujours en tête que notre coup de pouce peut permettre de préserver de nombreux emplois.

La FAE aide les entreprises de tous secteurs. Quelle est la tendance parmi ces secteurs aidés?

L'image qui colle à la FAE est qu'elle n'aide que les petits projets et les entreprises à faible potentiel. Or il s'agit d'une fausse image, qui demeure auprès de nombreuses personnes, à notre grand regret. Nous observons une convergence intersectorielle entre l'IT et l'industrie.

Depuis quelques années, nous communiquons plus sur les entreprises que nous avons aidées

et qui ont véritablement pu continuer leur belle histoire. Des exemples comme la pizzeria Luigia, que la FAE a soutenu au démarrage et qui possède aujourd'hui quelque 7 restaurants. Même histoire pour la chaîne d'hamburgers Inglewoods. C'est le cas également de Spineart, qui est passée du statut de start-up à celui d'entreprise avec une cinquantaine de collaborateurs aujourd'hui. Selexis, un ancien de la Fongit. Il y a eu aussi AIM Services (dans le top 10 des entreprises IT de Suisse romande); Kugler Bimetal; ID quantique et Mathys. Le message est que les mêmes les plus grandes entreprises peuvent faire appel à nous pour aider à passer un cap difficile.

Quelle est la proportion de dossiers plus difficiles que ceux que vous citez?

Au sein de notre portefeuille, environ un tiers représente des cas complexes où notre premier réflexe a été de refuser, mais où nous avons malgré tout cherché à trouver une solution au vu du nombre d'emplois concernés. Et je dirai qu'en 2017, cette complexité s'est accrue. La moitié de ces cas difficiles sort progressivement la tête de l'eau. Et l'autre moitié reste encore aux soins intensifs. Mais c'est évidemment également notre mission. Notre activité est fortement dépendante de la conjoncture économique et à la politique d'octroi de crédits par les banques, qui par définition fluctue beaucoup. Nous intervenons majoritairement dans

les phases de développement de l'entreprise (environ 50% de nos aides) et de transmission d'entreprise (environ 35% de nos aides) pour des management buy-out et minoritairement dans les phases de création (10%) et de restructuration (5%).

Combien de demandes recevez-vous chaque année?

Nous recevons beaucoup de sollicitations, plus de 500 par année. Nous analysons environ 150 demandes pour une septantaine de dossiers acceptés par année. Nous tenons à rester des généralistes et donc soutenir tous les secteurs. Par exemple dans la restauration, nous avons reçu plus de 200 demandes en 2016, nous en avons financé 16 uniquement. C'est beaucoup à la fois, mais très peu proportionnellement à la demande. Nous sommes face à un mouvement de mode dans la création de nouveaux restaurants à Genève et nous devons absolument miser sur les bons candidats. La restauration est l'arbre qui cache la forêt.

En revanche, il est vrai que c'est un secteur peu gourmand financièrement et notre intervention est donc limitée.

A l'opposé de l'industrie ou la construction, où notre aide est rarement au-dessus d'un demi-million de francs. La valeur d'impact est énorme sur nos engagements. En moyenne, le nombre de salariés par entreprise aidée est 14 personnes. La plus grande entreprise soutenue avait 120 collaborateurs et la plus petite, un seul. ■

Franc fort et manque de personnel qualifié préoccupent les PME

MACROÉCONOMIE. Selon un sondage mené par EY, 62% des sociétés sont confrontées à un manque de personnel qualifié, qui touche particulièrement les branches techniques.

Les petites et moyennes entreprises suisses rencontrent toujours des difficultés liées au recrutement et à la valeur du franc. Selon un sondage mené par EY, 62% des sociétés sont confrontées à un manque de personnel qualifié, qui touche particulièrement les branches techniques. Le franc fort est moins considéré comme un risque majeur, mais demeure une préoccupation notable des PME.

Recrutement à l'étranger

Conséquence de la pénurie de personnel, les entreprises doivent chercher la perle rare à l'étranger, ce qui est plus compliqué pour les PME que pour des grands groupes, indiquait mercredi le cabinet d'audit dans un communiqué.

«Les collaborateurs hautement qualifiés sont une denrée rare en Suisse, et cela pèse sur les entreprises de taille moyenne», déclare Mark Hawkins, associé chez EY Suisse, cité dans le communiqué.

Un société sur six qualifie la situation de «difficile» à «très difficile».

Par ailleurs, les entreprises interrogées se plaignent de l'ampleur prise par les contraintes administratives. «Malgré la période actuelle d'automatisation et de numérisation, la réduction de la bureaucratie devrait rester à l'avenir l'une des plus importantes demandes des PME», explique M. Hawkins.

L'optimiste perdure

La cybersécurité gagne également en importance auprès des PME helvétiques. Le sondage révèle que 41% des sondés éprouvent des difficultés à sécuriser leurs infrastructures informatiques.

Malgré ces réserves, les participants au «baromètre» d'EY se montrent optimistes. Une écrasante majorité (92%) d'entre eux estime que la situation des affaires est favorable, en particulier le secteur des sciences de la vie.

La situation conjoncturelle helvétique n'inspire confiance qu'à une minorité de PME, soit 44%, une proportion supérieure aux 27% de l'année précédente.

Croissance du CA pour la moitié des sondés

Malgré l'embellie économique que connaît la Suisse, la part de sociétés prévoyant d'investir dans la place suisse a stagné, à 28%, à un «niveau élevé», affirme EY. «Un quart des entreprises souhaite actuellement recruter des collaborateurs supplémentaires. Il y a six ans que cette tendance n'avait pas été aussi élevée», constate l'associé. Pour 2018, une entreprise sur deux (46%) table sur une croissance du chiffre d'affaires, en moyenne de 1,5%.

Le Baromètre des entreprises d'EY s'appuie sur une enquête réalisée auprès de 700 entreprises en Suisse, dotée de 30 à 2000 employés avec un chiffre d'affaires maximal de 100 millions de francs. — (awp)

BASILEA: David Veitch désigné au poste de CEO

Le laboratoire Basilea Pharmaceutica va enregistrer le départ de son directeur général (CEO) Ronald Scott, qui partira à la retraite après 18 ans dans l'entreprise. Pour le remplacer, le groupe rhénan a désigné l'actuel directeur commercial (CCO) David Veitch. Ce dernier prendra ses fonctions le 19 avril. M. Veitch dispose d'une expérience de plus de 30 ans dans l'industrie pharmaceutique. Il est arrivé chez Basilea en 2014 en qualité de CCO. A ce poste, il a mené à bien la commercialisation du fongicide Cresemba et de l'antibiotique Zevtera dans les plus importants pays d'Europe, précise le communiqué. Le dirigeant a noué des partenariats afin de maximiser le potentiel de ces deux produits. Le conseil d'administration va subir également des changements. Les administrateurs Daniel Lew et Thomas Rinderknecht ne brigueront pas de nouveau mandat au cours de l'assemblée générale du 18 avril. M. Scott sera proposé pour sa part à l'élection. — (awp)

LIDL: la masse salariale augmentera de 1% en 2018

Lidl et les partenaires sociaux ont conclu un accord dans le cadre de la convention collective de travail, au terme duquel la masse salariale totale sera augmentée de 1% pour l'exercice 2018. Sur l'ensemble, 0,75% sera à disposition pour les augmentations individuelles et 0,25% pour les augmentations structurelles, a précisé Lidl. L'indemnité de fonction pour les assistants de magasin sera augmentée et les grilles tarifaires des cantons de Fribourg, Neuchâtel, Jura, Soleure, Tessin, Valais et Vaud seront adaptées. Une prime de fidélité de 200 francs par mois est versée à partir du 24^e mois d'embauche. La convention collective de Lidl est en vigueur depuis 2011 et elle garantit un salaire minimum de 4100 francs par mois sur treize mois pour les collaborateurs sans formation et de 4200 et 4350 francs pour les collaborateurs au bénéfice d'une formation de deux et trois ans. — (awp)

COMCO: Tamedia et Axa Winterthur obtiennent l'aval

Tamedia et Axa Winterthur ont obtenu le feu vert du gendarme helvétique de la concurrence pour leur projet de rapprochement dans le domaine de la mobilité. Les deux groupes avaient dévoilé en janvier les contours de leur projet de collaboration, comprenant l'acquisition par Axa d'une participation de 50% dans la plateforme de petites annonces automobiles autorcardo.ch détenue par Tamedia. — (awp)